

A/s : Nucléaire iranien : réunion ministérielle E3+3 (New York ; 23 septembre)**Contexte :**

1- Le rapport du Directeur général de l'AIEA sorti le 28 août confirme que l'Iran poursuit ses activités d'enrichissement de l'uranium, en violation des résolutions du Conseil de sécurité. L'Iran a, à présent, accumulé un stock d'uranium faiblement enrichi correspondant à la quantité nécessaire pour fabriquer, après nouvel enrichissement, un engin nucléaire.

Il continue de ne pas pleinement coopérer avec l'AIEA et viole son accord de garanties. Il refuse toujours de répondre aux questions de l'Agence sur certains aspects de son programme nucléaire, en particulier sur des activités liées à la conception d'armes nucléaires.

En parallèle, l'Iran continue de développer ses capacités balistiques (tirs d'essai réguliers).

2- Les réponses iraniennes aux offres de dialogue ne sont pas satisfaisantes :

- Les Iraniens n'ont, jusqu'à présent, pas répondu aux différentes propositions des Six, pas plus qu'aux initiatives historiques de la nouvelle administration américaine (proposition d'un dialogue direct avec l'Iran) ;

- Par ailleurs, les Iraniens ont contre-attaqué en formulant à leur tour des propositions le 9 septembre. Celles-ci, encore en retrait par rapport à l'offre de mai 2008, ne répondent pas à nos attentes : les Iraniens proposent des discussions sur un ensemble de sujets étrangers à la question nucléaire ; le programme proprement dit n'est pas abordé.

3- Après la remise de la proposition iranienne, les Six ont proposé une réunion aux Iraniens qui l'ont acceptée. La réunion devrait se tenir le 1^{er} octobre à Istanbul. L'objectif pour nous sera d'obtenir des Iraniens une réponse claire sur les conditions demandées par les Six pour l'ouverture de négociations sur le programme nucléaire¹. Mais il est peu probable que le négociateur iranien prenne un engagement sur cette question le 1^{er} octobre.

4- Le réacteur de recherche de Téhéran (TRR) dont le combustible est fabriqué à partir d'uranium enrichi à 19,7% sera à court de combustible à partir du second semestre 2010. Les Iraniens ont donc demandé à l'AIEA la possibilité d'enrichir leur uranium à ce taux (l'uranium iranien est pour l'instant enrichi à 3,5 %) ; en cas de refus de l'Agence, ils pourraient utiliser ce prétexte pour enrichir à 19,7 % leur uranium.

Les Américains ont imaginé que soit proposé à l'Iran de sortir de son territoire 1200 Kg d'uranium faiblement enrichi pour que celui-ci soit ré-enrichi puis transformé en combustible à l'étranger avant de retourner en Iran. L'enrichissement se ferait en Russie, la fabrication du combustible en France (l'Argentine et la France étant les seuls pays dont un industriel dispose du savoir-faire nécessaire).

Nous avons donné, sous conditions, notre accord aux Etats-Unis pour cette opération. Il paraît en particulier essentiel que cette opération soit intégrée à la stratégie et au calendrier des Six, et que l'intégralité des 1200 kg d'uranium sorte d'Iran dans des délais courts (une réponse de principe de l'Iran devrait être demandée avant la fin d'octobre ; sortie de l'uranium avant la fin de l'année).

¹ Pour mémoire, en 2007 les Six ont proposé aux Iraniens de préparer la suspension des activités sensibles et l'ouverture concomitante de négociations, par une période courte de discussions pendant laquelle les Iraniens ne développeraieent plus leurs activités nucléaires sensibles et les Six ne rechercheraieent plus l'adoption de nouvelles sanctions au Conseil de sécurité (« freeze for freeze »).

Langage :

➤ Le contenu du dernier rapport du DG de l'AIEA est très préoccupant. Il souligne une nouvelle fois que l'Iran continue d'accumuler de l'uranium faiblement enrichi et d'installer des centrifugeuses en grand nombre, en violation des résolutions du Conseil de Sécurité. De surcroît, l'Iran n'apporte toujours aucun élément d'explication aux questions de l'Agence concernant de possibles activités liées à la conception et à la fabrication des armes nucléaires.

➤ Le document iranien remis aux E3+3 le 9 septembre n'apporte malheureusement aucun élément nouveau. Il est même en retrait par rapport à l'offre de mai 2008. Il ne répond pas aux préoccupations de la communauté internationale concernant le programme nucléaire iranien, dont il ne traite pas directement.

➤ Nous attendons des Iraniens lors de la réunion du 1^{er} octobre une réponse claire à nos propositions pour l'engagement des négociations sur le dossier nucléaire (« freeze for freeze »). Nous attendons de l'Iran qu'il nous montre qu'il est prêt à discuter sérieusement de ses activités sensibles. C'est à l'Iran de restaurer la confiance de la communauté internationale à l'égard de celui-ci.

➤ Devant les progrès du programme iranien et les inquiétudes croissantes dans la région, nous avons la responsabilité d'agir sans perdre de temps. Il ne faudrait pas que certains en déduisent que la voie diplomatique est sans issue. Nous ne pouvons accepter de nouvelles manœuvres dilatoires de l'Iran.

➤ Notre priorité va toujours à la négociation. Mais nous ne pouvons pas tolérer un glissement indéfini du calendrier. Nous devons fixer un délai court au régime iranien pour qu'il apporte une réponse sérieuse à nos propositions pour négocier, idéalement jusqu'à la fin d'octobre, au plus tard jusqu'à la fin novembre. Il nous faut fixer une date butoir car pendant ce temps l'Iran ne cesse d'accumuler de l'uranium faiblement enrichi.

➤ S'il apparaît que l'Iran n'a toujours pas l'intention de négocier sérieusement sur le nucléaire, nous n'aurons d'autre choix, conformément à notre double approche reposant sur le dialogue et la fermeté, que de rechercher dans les mois à venir un renforcement très substantiel des sanctions internationales à l'encontre de l'Iran. Ces sanctions ne devront plus seulement concerner les activités de prolifération. Elles devront viser des secteurs clefs pour l'économie de l'Iran : la finance, le gaz et le pétrole, les transports.

➤ Nous sommes convaincus, à la lumière de l'histoire iranienne, que le Régime ne peut prendre des décisions stratégiques que lorsqu'il est face au mur (cf. Khomeiny acceptant le cessez-le-feu dans la guerre Iran-Irak).

➤ La France est prête à fabriquer le combustible nécessaire au réacteur de recherche de Téhéran. Mais cette opération ne peut se faire que sous certaines conditions. Ce montage ne présente un intérêt que s'il permet une sortie rapide d'Iran des 1200 Kg d'uranium faiblement enrichi. Il est dès lors impératif d'avoir rapidement une réponse des Iraniens (avant fin octobre) et que l'uranium sorte d'Iran d'ici la fin de l'année. Par ailleurs, nous ne sommes pas prêts à nous engager si l'opération porte sur une quantité moins importante d'uranium.

Position des E3+3 :

- France : si l'Iran n'accepte pas de discuter sérieusement de son programme, il conviendra de commencer à réfléchir à un nouveau paquet de sanctions à adopter au CSNU. Le Président de la République a très clairement fixé la ligne en évoquant lors de son discours d'ouverture de la Conférence des Ambassadeurs un « renforcement substantiel des sanctions ».

- Allemagne et Royaume-Uni : ils sont sur la même ligne que nous, même s'il reste des nuances sur les sanctions envisagées.

- Etats-Unis : Les Etats-Unis, qui ont fait un geste d'ouverture sans précédent à l'égard de l'Iran au printemps, semblent vouloir ne tirer le bilan de cette stratégie qu'en fin d'année. Ils sont dans une stratégie un peu plus attentiste que nous mais participent, au sein des E3+1, au travail de réflexion portant sur de nouvelles sanctions.

- Russie et Chine : Les deux Etats privilégient très clairement le dialogue et ne souhaitent pas évoquer l'idée de nouvelles sanctions. Il est probable que les Ministres chinois et russe mettent en avant la réunion des six avec l'Iran le 1^{er} octobre pour refuser de prendre des engagements sur la suite de la séquence, en particulier sur la question des sanctions.

Nos objectifs :

Cette réunion ministérielle sera l'occasion de faire, à haut niveau, un bilan de la réponse iranienne ; elle doit aussi permettre aux Six de préciser les conséquences qu'il convient d'en tirer et de définir la suite de la séquence.

Cette réunion pourrait être l'occasion de demander à l'Iran de réunir, dans un délai court (idéalement avant le 30 octobre), les conditions demandées par les Six pour l'ouverture de négociations sur le programme nucléaire (freeze for freeze ». Il paraît important de fixer une échéance aux Iraniens. En cas de réticences russes, chinoises et sans doute également américaines, cette échéance pourra être repoussée à la fin de l'année.

La réunion devra également permettre d'aborder l'hypothèse de nouvelles sanctions et d'indiquer les principes qui devront guider les Six au moment de leur élaboration. De notre point de vue, ces sanctions devront fortes et non plus seulement liées à la non-prolifération.

La réunion doit permettre d'aborder pour la première fois la question du réacteur de recherche de Téhéran dans un format E3+3 et de faire connaître nos conditions à notre participation à cette opération, en particulier, celles relatives aux délais et à la quantité d'uranium concernée (les Iraniens pourraient souhaiter que seule une partie des 1200 Kg quitte le territoire national).

Enfin, cette réunion doit être l'occasion d'un communiqué public exprimant la profonde préoccupation de la communauté internationale vis-à-vis du programme nucléaire iranien, appelant solennellement l'Iran à se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité, marquant la disponibilité des Six à discuter avec l'Iran de ses activités sensibles et fixant une échéance à l'Iran pour réunir les conditions demandées par les six à l'ouverture de discussions sur le programme nucléaire.